

TEDX ALGER

Une belle réussite

Une première pour TEDx à Alger. La rencontre s'est déroulée hier, au nouvel auditorium de l'Ecole supérieure d'informatique d'Alger, sous le thème «esprit d'entreprendre». La conférence a regroupé plusieurs grands orateurs algériens des plus charismatiques. Les intervenants, d'une grande variété de disciplines telles que la musique, la justice, la Bourse, les affaires ou les sciences et la recherche, ont eu pour objectif de changer le monde, ou du moins, d'exprimer leur désir de le changer, en 18 minutes chrono.

Une centaine de personnes ont pu entendre les «speakers» raconter leurs expériences, leurs découvertes ou leurs trouvailles. Dans la liste des invités, nous pouvons retrouver des chefs d'entreprise tels que M. Abdelkader Aïssaoui, P-dg et fondateur de Renault Trucks Algérie, Mustapha Ferferan, DG de la Bourse, Abdelhakim Bensaula, détenteurs de plusieurs brevets, dont certains dans le cadre de projets avec la Nasa et l'US-Navy.

Technologie, entertainment, design

Le concept TEDx est venu tout droit des Etats-Unis, de la Silicone Valley plus précisément. L'événement invite de grandes personnalités, des architectes, médecins, scientifiques, hommes d'affaires, prix Nobel à partager la scène pour faire part de leurs expériences et de leur savoir. L'idée vient d'un petit club, l'ETIC, un groupe d'étudiants de l'ESI d'une moyenne d'âge de 21 ans. Le club vise à travers son programme le développement du potentiel de chacun, l'émergence d'une classe d'élite apte à relever les défis d'aujourd'hui.

Darine Hassani

KHALED BOUNEDJMA :

«La loi sur le chahid est applicable dès aujourd'hui»

La loi sur le moudjahid et le chahid entre en vigueur dès aujourd'hui dimanche. L'annonce a été faite par le président de la Cnec (Coordination nationale des enfants de chouhada), Khaled Bounedjma, lors d'un meeting organisé hier à Staouéli, à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -«Nous avons obtenu tout ce que nous avons revendiqué», dira Bounedjma. Selon lui, tout est allé très vite, en fin de semaine. «Sur instruction du président, Ouyahia a signé tous les décrets d'application relatifs à cette loi, mercredi dernier. Dès le lendemain, jeudi, le ministre des Moudjahidine a adressé des instructions à l'ensemble de ses directions pour commencer à appliquer les dispositions de la nouvelle loi dès dimanche», a encore expliqué Bounedjma, euphorique. Il faut dire que cette loi, bloquée pendant des années, octroie d'immenses avantages aux ayants droit.

Les veuves de chahid, les filles de chahid, les enfants de chahid souffrant de handicap, entre autres, auront ainsi droit à la gratuité dans les transports en commun relevant du secteur public, au remboursement intégral des prestations médicales et bien d'autres avantages prévus par les



Photo : DR.

Khaled Bounedjma.

articles 39, 40, 42,et 43 de ladite loi. Selon le responsable de la Cnec, «seul l'article 25 demeure encore sans décret d'application. Mais le ministre des Moudjahidine, Mohamed Cherif Abbas, nous a rassurés. Tout sera réglé dans les prochains jours car cela nécessite une séance de travail entre le Premier ministre, le ministre des

Moudjahidine et celui des Finances, en vue de débloquent les fonds nécessaires à son application». L'article 25 est, pour cause, relatif aux pensions pour les différentes catégories des ayants droit avec tout ce que cela implique comme engagements financiers pour le Trésor public.

K. A.

KARIM TABOU À TIMIZART (TIZI-OUZOU) :

«Entre taper sur un policier et convaincre un citoyen, je choisirai la seconde option»

L'inauguration de la stèle à la mémoire des martyrs de la démocratie de 1963/1965 à Timizart par la direction du FFS a été l'occasion pour le premier secrétaire du parti d'animer un meeting populaire à la salle Yousef-Oukaci en présence d'une foule nombreuse locale et même externe.

Karim Tabou a consacré la majorité de son discours aux positions politiques de son parti depuis 1963 à ce jour. Tout en pointant un doigt accusateur vers le pouvoir en place qu'il qualifie de dictatorial, il n'a pas manqué d'égratigner au passage le RCD et d'autres formations et personnalités politiques. D'abord avant sa prise de parole, le secrétaire national, en affirmant que «le FFS privilégie la force de la politique et non la politique de la force», a clairement donné le ton de ce qui va être les explications du premier responsable sur une sortie de crise ou le changement tant aspiré par les Algériens. Il en donnera la teneur presque à la fin de son discours en disant que «le FFS a choisi de mener un travail politique. On a besoin d'un citoyen responsable, organisé et militant car en face, la mafia, les milices et les relais du pouvoir sont mieux organisés que

nous. La police communale, les baltagua, les milices mobilisent plus que les partis». Et d'ajouter qu'il faut «rendre la crédibilité d'abord au politique car tant que les Algériens assimilent le politique au mensonge, au vol et à la mafia, cela sera difficile». D'ailleurs il fait une analogie avec les révolutions qui sont en train de s'opérer à travers les pays arabes et considère que chez nous, certainement, le changement ne se fera pas de la même manière, mais il sera par contre «équivalent à notre capacité de nous organiser à devenir des militants engagés et entre taper sur un policier et convaincre un citoyen, je choisirai la seconde option». Pourtant, constate-t-il, «les régimes sont les mêmes, c'est-à-dire ceux des dictateurs qui refusent à leurs citoyens le droit de s'exprimer, de penser et de disposer librement de leur avenir». La raison est trop simple, poursuivra l'orateur, le pouvoir actuel a trop investi dans la peur «en insinuant à travers ses médias que le changement veut dire le retour à la terreur et au sang». «Le pouvoir est même en train de recréer tous les ingrédients de la guerre civile et de regrouper par la même occasion ses acteurs. On s'étonne de voir deux acteurs du déclenchement de la guerre civile, en 1991, ensemble à la place du 1^{er}-Mai» dira-

t-il à propos de la présence de Benhadj et de Sadi lors de la marche du 12 janvier dernier. «Pensez-vous que, comme les Tunisiens, les Algériens vont accueillir leur armée avec des fleurs ? Non, car l'armée tunisienne a décidé de les protéger alors que l'armée algérienne a décidé de les écraser en 1991, difficile de lui faire confiance dans ce cas.» Le changement viendra indéniablement des collectifs d'étudiants, de travailleurs, reconnaît-il avant d'ajouter avoir un grand espoir dans ce qu'ils entreprennent «si les étudiants réussissent à imposer l'élection du doyen, ce sera une très grande victoire démocratique». «Le pouvoir crée les faux maquis pour éviter les vrais, crée de fausses émeutes pour éviter les vraies, crée de fausses élections pour éviter les vraies. Il est en train d'acheter les consciences. Donner des crédits aux jeunes au lieu des assurances de travail», allusion faite à toutes les élections passées, aux vingt années du terrorisme, et surtout aux crédits dont bénéficient des jeunes même en délaissant leurs formations respectives, leurs diplômes, qu'il considère comme étant des manœuvres pour se donner du temps et retarder le changement. Pour Karim Tabou, demander la dissolution de l'APN relève de la triche et de la volonté de redistribution

de quotas. Le secrétaire du FFS n'épargnera pas le RCD à qui il reproche, sans le nommer, son appel à manifester alors qu'il a un pied dans le pouvoir. «Un parti qui a un pied au Sénat et à l'Assemblée nous appelle à sortir dans la rue. Nous sommes dans la rue ! Si on veut donner un coup à ce pouvoir, il faut qu'il soit réel car nous n'avons pas le droit de lui offrir des occasions de se refaire une santé. L'image renvoyée chaque samedi a permis au pouvoir de dire que l'opposition est minime et que, lui, il est pacifique. Le pouvoir place les décors, le FFS n'a jamais accepté de faire partie du décor.» Karim Tabou reconnaît tout de même qu'il y eut un flottement lors de la prise de décision d'une éventuelle adhésion à la CNCD et que la direction a tranché pour la non-participation à cause de la composante de celle-ci qui n'a rien à voir avec les aspirations démocratiques du peuple algérien, dira-t-il. Le premier secrétaire du FFS reviendra sur ce qu'il qualifie d'affirmations mensongères concernant le prétendu soutien de Aït Ahmed à Bouteflika. En conclusion il dira que «les principes politiques sont le seul rempart entre ceux qui veulent un changement et ceux à qui le pouvoir a confié la tâche d'empêcher ce changement».

F. Boudjema

SYNDICAT NATIONAL
DES JOURNALISTES (SNJ)

Communiqué

Zine Cherfaoui, journaliste au quotidien *El Watan*, est assigné à résidence en zone internationale de l'aéroport de Damas, en Syrie, depuis jeudi 7 avril. Notre confrère s'y est rendu pour couvrir les événements en cours dans ce pays.

C'était compter sans les réflexes médiévaux encore tenaces chez les dirigeants des pays arabes : empêché de quitter l'aéroport, Zine se verra, en plus, dessaisi de son passeport ainsi que de ses bagages. Le Syndicat national des journalistes exprime ses plus vives préoccupations face à cette véritable prise d'otage et exige la mise en liberté immédiate de notre confrère et la restitution de ses documents et bagages.

Le Syndicat, qui dénonce naturellement ce comportement appartenant à une autre époque, de la part des autorités syriennes, n'en reste pas moins scandalisé par le silence des autorités algériennes, restées indifférentes au calvaire d'un journaliste algérien en terres étrangères. Il est vrai qu'en la matière, le pouvoir algérien n'a jamais constitué un modèle.

P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général, Kamel Amarni

CONGRÈS RÉGIONAL DE L'UGTA À TIPASA

Les enseignants mécontents

Réunis en conclave syndical régional pour la wilaya de Tipasa, près de 160 délégués syndicaux UGTA ont pris part ce jeudi 7 avril 2011 aux travaux pour le renouvellement des instances syndicales de wilaya.

La présence des poids lourds du syndicat national UGTA à ces travaux, à l'instar de Djenouhat et de Kadri, n'avait pas pour autant dissuadé les 30 syndicalistes contestataires à être moins violents et plus disciplinés, lesquels à la surprise générale avaient fait une apparition inopinée et très remarquée dans la salle de conférences de la Munatec de Tipasa. Très surpris par cette forme de contestation inhabituelle au sein de la corporation syndicale, les syndicats invités des wilayas d'Alger, d'Aïn-Defla, les organisations des enfants de chouhada, des moudjahidine, le wali de Tipasa et les membres du syndicat national étaient mal à l'aise. C'est l'intervention in extremis de Djenouhat qui a calmé ces dizaines de contestataires. «Vous n'avez pas été conviés à ce congrès, car la situation de vos sections devra être régularisée. Cependant, après

accord du secrétaire général de l'Union de wilaya UGTA, nous vous invitons à prendre part aux travaux, mais dans le calme et la discipline. Je rappelle à l'assistance que les attentes et préoccupations du syndicat des enseignants sont transmises au congrès par le représentant de la Fédération de l'éducation, présent dans la salle», a martelé M. Djenouhat, secrétaire national UGTA. Après ce rappel à l'ordre et le retour à un calme précaire, M. Kadri, secrétaire de l'Union de wilaya UGTA de Tipasa, prit la parole pour procéder à l'ouverture officielle de ce congrès. Plusieurs orateurs se sont succédé, dans un assourdissant tumulte provenant du carré des enseignants contestataires. Il convient de préciser que ce congrès prévu pour le jeudi 7 avril à 8h30 n'a eu lieu que deux heures plus tard, c'est-à-dire à 10h30. Passant aux procédures de l'élection du nouveau bureau, M. Djenouhat a invité les 30 membres de la commission exécutive de wilaya à déposer leurs candidatures pour l'élection du nouveau secrétaire de wilaya UGTA. Puis un silence de cathédrale s'ensuivit dans la salle : aucun parmi les présents n'a manifesté sa prétention au poste suprême de wilaya.

L'assistance guettait les réactions de Kadri et de Benamirouche, les éternels concurrents. Le silence a été rompu par un groupe de 10 délégués, qui ont fait entendre leurs voix du fond de l'immense salle de la Munatec. «M. Kadri, nous vous demandons de déposer votre candidature, au nom de la majorité présente», ont-ils clamé. Répliquant à cette invitation, M. Kadri réagit : «Je demande l'assentiment de tous, y compris nos frères enseignants qui n'ont pas été invités. Car, je veux leur confiance et leur engagement total à mes côtés», tonna ce dernier. C'est à main levée que la totalité des délégués, y compris les enseignants contestataires, ont voté pour la seule et unique candidature : celle de M. Kadri.

Devant cette longue ovation, M. Djenouhat a déclamé : «J'annonce devant vous tous que M. Kadri Djamel est élu en qualité de secrétaire général de l'UGTA de la wilaya de Tipasa, à l'unanimité des délégués présents.» Les travaux de ce conclave syndical se sont clôturés sur une autre ovation, accompagnée de youyous des femmes déléguées.

Larbi Houari